

L'ÉCOLOGISTE DE GEORGE W. BUSH

## Gale Norton ou la pollution idéologique



Gale Norton a deux visages : lorsqu'elle s'adresse aux électeurs, c'est une avocate écologiste et pacifiste qui milite pour la dépénalisation des drogues douces et la dissolution de la CIA. Mais lorsqu'elle est secrétaire à l'Environnement de l'administration Bush, elle ne fréquente plus que des associations d'extrême droite, plaide pour ce qu'elle appelle « *le droit constitutionnel des industriels à polluer* » et s'applique à saboter le Protocole de Kyoto. Elle incarne la capacité des multinationales états-uniennes à communiquer sur la « *valeur-liberté* » pour mieux garantir leur impunité.

page 2

### Otages : la Coalition en accusation

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Naomi Klein et Jeremy Scahill affirment que les deux pacifistes italiennes enlevées en Irak ne sont pas détenues par la résistance, mais par la Coalition. Ils reprennent là un point de vue de plus en plus largement partagé en Italie, mais non repris dans les autres pays occidentaux. De son côté, Daniel Pipes déplore que les Français ne se soient pas, comme les Népalais, vengés en saccageant des mosquées.

page 8

REPÈRE : 19 SEPTEMBRE 1959

## Khrouchtchev ne rencontrera pas Mickey Mouse

Premier secrétaire du PCUS, Nikita Khrouchtchev se rend en visite officielle aux États Unis en septembre 1959, répondant à la visite du vice-président Richard Nixon en juillet de la même année. Champion de la « *détente* », le Premier ministre soviétique a informé Eisenhower d'un désir secret : il voudrait pouvoir visiter Disneyland en Floride et propose la date du 19 septembre. Le département d'État contacte Walt Disney qui s'étrangle : jamais il n'acceptera qu'un « *rouge* » franchisse le seuil du *Magic Kingdom*. Il refuse de fermer le gigantesque parc pour la visite officielle et promet de distribuer des entrées gratuites à des manifestants hostiles - notamment la toute nouvelle John Birch Society, groupe anti-communiste et antisémite dont Disney est un des soutiens. À la grande colère de Khrouchtchev, la visite est annulée pour raisons de sécurité. ■



### UN AGENT DE LA CIA REVENDIQUE LA PRISE D'OTAGES DE BESLAN

La prise d'otages de Beslan, qui s'est soldée par la mort de 320 personnes dont la moitié étaient des enfants, ainsi que les attentats contre deux avions russes perpétrés une semaine plus tôt, ont été revendiqués sur un site de rebelles tchéchènes par le commandant Chamil Bassaïev. Le secrétaire d'État adjoint des États-Unis, Richard Armitage, a commenté cette revendication en déclarant que Bassaïev n'était « *pas digne de vivre* », cependant le site sur lequel il s'exprime librement n'a pas été inquiété. Surtout Bassaïev était présenté comme un agent de la CIA, en 1991, lorsqu'il avait rejoint Boris Eltsine sur les barricades pendant le putsch des généraux de Moscou. En 1995, il avait commandé une prise d'otages très similaire à celle de Beslan, cette fois dans l'hôpital de Budennovsk (sud de la Russie), faisant 150 victimes dont la plupart étaient des patients ou du personnel médical. Il revenait alors d'un stage intensif en Afghanistan, supervisé par les services secrets pakistanais (ISI, liés à la CIA) qui l'avaient entraîné à ce genre d'opération destinée à provoquer l'émotion de la communauté internationale et à discréditer les autorités russes. ■

## L'écologiste de George W. Bush

# Gale Norton ou la pollution idéologique

**Gale Norton a deux visages : lorsqu'elle s'adresse aux électeurs, c'est une avocate écologiste et pacifiste qui milite pour la dépénalisation des drogues douces et la dissolution de la CIA. Mais lorsqu'elle est secrétaire à l'Environnement de l'administration Bush, elle ne fréquente plus que des associations d'extrême droite, plaide pour ce qu'elle appelle « le droit constitutionnel des industriels à polluer » et s'applique à saboter le Protocole de Kyoto. Elle incarne la capacité des multinationales états-uniennes à communiquer sur la « valeur-liberté » pour mieux garantir leur impunité.**



Gale Norton

Gale Norton est un pur produit de la vie politique états-uniennne, et notamment de la capacité à annuler sa propre opposition en l'absorbant en son sein. À l'instar d'un John Kerry pacifiste en 1971, qui votera ensuite le déclenchement de la guerre en Irak, avant de défendre aujourd'hui la nécessité de « sécuriser le pays » par tous les moyens, l'actuelle responsable des parcs naturels au sein de l'administration néo-conservatrice de George W. Bush vient d'une famille politique totalement différente de celle à laquelle elle appartient aujourd'hui.

Gale Norton est née en 1954 à Wichita, dans le Kansas, dans une famille de Républicains sensibles au discours ultralibéral et conservateur de Barry Goldwater. Pour le candidat républicain à l'élection présidentielle de 1964 (qui sera lourdement défait par le démocrate Lyndon Johnson), « l'extrémisme dans

*la défense de la liberté n'est pas un vice, la modération dans la poursuite de la justice n'est pas une vertu* » [1]. Une pensée politique centrée sur le concept de liberté individuelle qui va marquer Gale Norton.



Ed Clarke

Au début des années 1970, la jeune femme entame des études de droit à l'université de Denver, où a également étudié Condoleezza Rice. Pendant la guerre du Vietnam, elle participe brièvement à plusieurs manifestations pacifistes, avant de rejoindre la grande famille des idéologues ultra-libéraux. Elle se rapproche du Parti libertarien à la fin des années 1970, et va même diriger dans le Colorado la campagne présidentielle du candidat Ed Clarke, entre 1979 et 1980. Ce

dernier construit son programme de l'époque contre celui de Ronald Reagan et sur la dénonciation des institutions de « sécurité nationale » : il appelle notamment à la dissolution du département de l'Énergie, du FBI et de la CIA. La jeune avocate écrit pour lui des discours prônant la légalisation du cannabis et la fin de la censure touchant la pornographie. En termes de politique étrangère, Ed Clarke appelle au retour de tous les soldats de l'US Army implantés dans le monde entier [2].

La campagne est soutenue par Charles Koch, héritier de Koch Industries, dont le père, Fred Koch, a été un grand financier des mouvements anti-syndicaux et un membre éminent du conseil national de l'organisation anticommuniste John Birch Society. Les libertariens reçoivent également du personnel venu du Cato Institute, lui aussi subventionné par le même Charles Koch. Une débauche de moyens efficace : au finale, Ed Clarke rafle un million de voix, un record pour un candidat sans étiquette.

L'appartenance actuelle de Gale Norton à l'administration Bush, qui a renforcé les pouvoirs de police de l'État fédéral à un point inégalé, multiplié les dispositions liberticides, subventionné le retour de l'ordre moral et envoyé ses soldats dans deux guerres étrangères, en Afghanistan et en Irak, permet de mettre en doute la réalité de l'idéologie libertarienne. Il semble plutôt que cet habillage idéologique serve avant tout aux capitaines d'industrie pour mener à bien leurs projets sans se soucier des considérations écologiques et de santé publique.

C'est en tout cas dans cette voie que s'engage Gale Norton une fois terminée la campagne d'Ed Clarke. Après l'obtention de son diplôme universitaire en 1979, elle a été recrutée par la **Mountain States Legal Foundation**, une association de juristes basée à Denver et qui se proclame « *dédiée à la liberté individuelle, au droit à la propriété privée, au contrôle du gouvernement et au système de libre entreprise* ». Son fondateur, Joseph Coors, a construit sa fortune à la tête de la troisième plus importante brasserie des États-Unis. Il emploie alors son argent à la reconstruction idéologique de la Droite, en finançant à hauteur de 250 mille dollars la Fondation Héritage en 1973, avant de subventionner le Committee to Save a Free Congress (Comité de Préservation d'un Congrès libre) en 1972 [3].

À cette période, les ultra-conservateurs perdent de nombreuses batailles sur le terrain juridique, tandis que les avocats travaillant pour l'ACLU, l'Association nationale pour le progrès des personnes de couleur (NAACP) et l'Organisation nationale pour les femmes parviennent à limiter le pouvoir de discrimination à l'embauche des employeurs. Les Indiens d'Amérique font reconnaître leurs droits religieux et protéger certains de leurs sites les plus sacrés. Au même moment, le Congrès vote plusieurs textes réprimant les « accidents industriels » tels que la pollution de nappes phréatiques ou la diffusion de produits toxiques dans l'atmosphère. Ainsi, le *National Environmental Policy Act* (NEPA), voté en 1969, exige que le gouvernement mène une enquête sur « l'impact environnemental » avant d'entreprendre tout projet ou activité. D'autres textes défendent les espèces en danger, mais aussi l'écosystème et l'eau avec le *Safe Drinking Water Act* et le *Clean Air and Clean Water Act*.



Joseph Coors

L'ultra-droite cherche à réagir face à ce nouveau mouvement qui mêle consommateurs et écologistes. La Fondation Heritage rédige l'habillage idéologique, mais il faut une structure pour faire valoir ces arguments devant les tribunaux. C'est dans ce contexte que Coors fonde, en 1977, le Mountain States Legal Foundation, dont il devient le premier président. Cette institution, dirigée dès cette époque par le Républicain James Watt, est rapidement qualifiée par les militants

écologistes « *d'organisation de droite et anti-écologiste qui a été créé avant tout pour saboter les lois sur l'environnement* » [4]. Elle s'est en effet illustrée par sa conception extrêmement libérale de la défense de l'environnement : les juristes de la Mountain States Legal Foundation ont, par exemple, permis à des guides de randonnée de travailler sur le site de Devil's Tower, dans le Wyoming, pourtant classé « monument national », alors que le National Park Service souhaitait interdire cette pratique par respect envers les Indiens de la région, dont la plupart considèrent l'endroit comme un site sacré. Plus généralement, une enquête publiée par le *Yale Law Journal* en 1984 révèle que, dans vingt-quatre dossiers présentés devant un tribunal par Mountain States, les positions défendues « *bénéficiaient à des sociétés représentées dans son conseil d'administration, des clients de société représentées au sein de son conseil juridique, ou des contributeurs majeurs au financement de MSLF* ».

L'accession de Ronald Reagan à la Maison-Blanche en 1980 ouvre encore de nouvelles perspectives de carrière pour les ultra-libéraux de l'écologie. Le directeur de la Mountain States Legal Foundation, James Watt, accède ainsi au poste de secrétaire à l'Environnement (*Interior Secretary*), où il s'occupe des parcs nationaux. Gale Norton monte alors dans l'organigramme de la fondation, où elle travaille notamment à justifier par tous les moyens légaux disponibles la position des grandes entreprises sur l'environnement. L'un de ses arguments est resté célèbre : en s'appuyant sur le cinquième amendement de la Constitution états-unienne, qui prévoit que la propriété privée ne peut être entravée pour un usage public sans une « *juste compensation* », elle affirme que le fait d'empêcher les grandes industries de polluer dans l'intérêt général devrait occasionner le versement d'une compensation financière par l'État fédéral à ces

entreprises. Comme elle l'explique crûment, « *nous devrions aller jusqu'à reconnaître qu'il existe un droit individuel à polluer ou à faire du bruit dans une zone donnée* ».

Cet argument juridique a pourtant été écarté depuis 1887 par la Cour suprême des États-Unis : dans une décision célèbre, l'instance supérieure de l'ordre judiciaire déclara cette année-là qu'« *un gouvernement peut contraindre un propriétaire qui use de son bien en blessant d'autres individus sans avoir à [le] dédommager* ». La révolution conservatrice de Ronald Reagan permet la remise en cause de cette jurisprudence, d'abord dans les travaux de Gale Norton, puis sous la plume du juriste Richard Epstein. Cet ancien professeur de droit écrit ainsi que les lois sur l'environnement, celles sur le salaire minimum, les codes du travail, et même l'impôt sur le revenu, peuvent être assimilés à des privations de propriété, et donc justifier le versement d'une compensation financière aux entreprises auxquels ils sont appliqués.

L'intelligence de Gale Norton ne passe pas inaperçue. En 1983, elle se voit offert un poste à la Hoover Institution de l'Université de Stanford, où elle étudie les possibilités de détourner les lois sur l'environnement, et notamment la question alors nouvelle des « permis de polluer ». Une idée que l'on retrouve dans le *Clean Air Act* proposé sous l'administration Bush. En 1984, elle franchit encore une étape en intégrant l'équipe du secrétariat à l'Environnement, juste après le départ de James Watt, contraint de démissionner sous la pression des écologistes. Le nouveau secrétaire à l'Environnement, Don Hodel, futur dirigeant de la Christian Coalition, laisse toute latitude à Gale Norton pour qu'elle rédige un rapport soutenant l'ouverture d'une importante réserve sauvage de l'Arctique à la prospection pétrolière. Puis, de 1985 à 1988, l'ancienne libertarienne travaille au Conseil présidentiel sur la qualité de l'environnement. Une position paradoxale pour une ex-opposante à l'intervention de l'État fédéral dans le domaine de l'écologie...

En 1987, alors que Ronald Reagan achève son deuxième mandat, elle rentre dans le Colorado pour y mener une carrière politique locale. Les thèses qu'elle défend bénéficient alors d'une réelle popularité dans le monde de l'industrie, comme l'illustre le lancement, en 1988, du mouvement *Wise Use*, à l'initiative de Ron Arnold et Alan Gottlieb. Deux cent cinquante délégués proche du milieu de l'industrie ou de celui du lobbying proposent à cette réunion d'ouvrir l'Alaska aux compagnies pétrolières, les parcs naturels aux compagnies minières, et d'autoriser les groupes « pro-développement » tels que la *Mountain States Legal Foundation* à poursuivre les écologistes ayant causé du tort à des sociétés industrielles. Consciente de la nécessité de maintenir sa présence dans ce secteur, Gale Norton rejoint alors l'*Independance Institute*, du mouvement libertarien, mais aussi le *Pacific Research Institute for Public Policy* [5] et surtout la *Federalist Society*, une organisation de juristes conservateurs où elle croise Kenneth Starr, Robert Borke, et Edwin Meese, l'ancien secrétaire à la Justice de Ronald Reagan. Mais ce qui intéresse en premier lieu Gale Norton, c'est le poste de procureur général du Colorado. Elle l'obtient en 1991, et devient la première femme à occuper ce poste.

À la tête de l'appareil judiciaire de l'État, sa politique n'a rien de « libertarienne » ni d'écologique : elle soutient la peine de mort, renforce les

centres de détention pour mineurs, mais réduit d'un tiers le budget de son administration sur les questions de l'environnement. Lorsqu'une société exploitant une mine d'or déverse du cyanure dans une rivière locale, tuant toute vie aquatique sur plus de 20 kilomètres, elle refuse de poursuivre l'entreprise. Pire, alors que des membres de sa circonscription portent plainte contre diverses sociétés ayant diffusé du métal lourd dans les nappes phréatiques, elle leur propose des arrangements financiers dérisoires, quand elle ne refuse carrément pas d'agir. C'est le cas dans le dossier Louisiana-Pacific : alors que Gale Norton se refusait à poursuivre, les autorités fédérales décidèrent d'intervenir. Ils obtinrent ainsi plus de 37 millions de dollars d'amende.

Le dossier de Gale Norton au poste de procureur général du Colorado, poste où elle a pourtant été réélue en 1995, est calamiteux : sa campagne ayant été largement financée par l'industrie du tabac (Philip Morris, R.J. Reynolds, le Smokeless Tobacco Council et le Tobacco and Candy Political Action Campaign), elle refuse que le Colorado rejoigne les 23 autres États décidés à les faire condamner. Elle témoigne même de « *l'inconstitutionnalité* » d'une telle procédure devant le Congrès, ce qui lui vaudra le surnom de « *Madame Malboro* » dans la presse de Denver. Elle ne rejoint le combat qu'au dernier moment, ce qui lui permet tout de même de toucher une partie des indemnités recueillies. Elle s'oppose ensuite à des programmes de discrimination positive, notamment envers les handicapés, défend en pure perte une législation prise par des électeurs du Colorado discriminant les homosexuels, et se remémore avec nostalgie le courage des soldats confédérés du Sud esclavagiste, pendant la guerre de Sécession. L'accumulation est trop imposante : en 1996, elle est défaite aux élections sénatoriales dès la primaire, malgré l'aide inestimable du génie politique Karl Rove [6].

Gale Norton garde néanmoins ses contacts à Washington, surtout parmi la frange la plus réactionnaire du Parti républicain. En 1998, elle crée ainsi le Council of Republicans for Environmental Advocacy, afin de rivaliser avec le Republicans for Environmental Protection de Martha Marks, jugée trop écologique. Au congrès inaugural, on trouvait effectivement beaucoup de pollueurs pour financer le nouveau jouet de l'ex-libertarienne, notamment le Chlorine Chemical Council, le National Coal Council, la Chemical Manufacturers Association, et la National Mining Association. L'ultra-conservateur Newt Gringrich en devient rapidement un invité régulier, toujours reçu avec les honneurs par le nouveau groupuscule républicain [7].

En 1999, Gale Norton reprend parallèlement ses activités de juriste, au sein du cabinet Brownstein, Hyatt & Farber, P.C. Elle y est notamment chargée de défendre NL Industries, une société basée à Houston auparavant appelée National Lead Co. Cette entreprise s'est rendue célèbre pour avoir diffusé massivement de la peinture au plomb entraînant, d'après les tribunaux états-uniens, plusieurs centaines de cas de cancer chez des jeunes enfants. Gale Norton n'est pas que l'avocate de National Lead Co : elle s'est également inscrite comme lobbyiste pour cette société auprès des institutions judiciaires du Colorado [8].

Gale Norton est alors aussi la représentante de la société saoudienne Delta Oil et de BP-Amoco lors des négociations infructueuses avec les talibans pour la construction d'un pipe-line à travers l'Afghanistan [9].

Ce parcours sans faute auprès des plus grands pollueurs industriels lui vaut d'être chaleureusement remerciée par la nouvelle administration Bush. En janvier 2001, elle est nommée à son tour secrétaire à l'Environnement. Depuis lors, sa principale activité a consisté à... ne rien faire qui puisse gêner les grandes industries polluantes ; et surtout, à bloquer la ratification du Protocole de Kyoto. Le salut n'est pas à chercher du côté de son vice-secrétaire, Steven Griles, parfois présenté comme le chef réel du département par le président Bush. Lui aussi a un long passif de lobbyiste auprès des industries polluantes [10]. Les industriels peuvent de surcroît compter sur l'influence de la Federalist Society à laquelle appartient Gale Norton, et dont le fondateur n'est autre que l'ancien représentant de l'industrie automobile au Sénat et actuel secrétaire à l'Énergie, Spencer Abraham [11].

La duplicité de Gale Norton est une transposition, dans le domaine politique, des méthodes de communication déjà adoptées en matière de marketing par certaines mutinationales : ne plus communiquer sur des produits, mais sur des valeurs. Ici : ne plus communiquer sur ses décisions politiques, mais sur les valeurs de liberté et d'écologie.

### Paul Labarique

---

[1] Cité par Serge Halimi, « [Quand la droite américaine pensait l'impensable](#) », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2002.

[2] *Bushwomen - Tales of a cynical species*, de Laura Flanders, Verso, 2004.

[3] *The Coors Connection - How Coors Family Philanthropy Undermines Democratic Pluralism*, de Russ Bellant, Political Research Associates, 1988-1991.

[4] Pour la liste des financements de l'association, voir le site de [MediaTransparency](#).

[5] Le Pacific Research Institute for Public Policy est l'équivalent à San Francisco du Manhattan Institute de New York.

[6] *Bushwomen*, op.cit.

[7] « [For Norton, a Party Mission](#) », par William Booth, *Washington Post*, 8 janvier 2001.

[8] « [Norton lobbied for superfund target](#) », Associated Press, 5 janvier 2001.

[9] *Taliban : Islam, Oil and the New Great Game in Central Asia* par Ahmed Rashid, Tauris & Co, 2000.

[10] Voir « [Son of James Watt](#) », par Adam Werbach, *AlterNet*, 17 septembre 2004.

[11] « [Spencer Abraham, un homme de confiance](#) », par Arthur Lopic, *Voltaire*, 15 avril 2004.

# Otages : la Coalition en accusation

## Analyse

Naomi Klein et Jeremy Scahill affirment dans le *Guardian* que les deux militantes pacifistes italiennes enlevées en Irak ne sont pas détenues par la résistance, mais par la Coalition. Ils reprennent là un point de vue de plus en plus largement partagé en Italie, mais non repris dans les autres pays occidentaux.

Nous rappelons que, pour notre part, nous avons explicitement indiqué dans **notre édition du 2 septembre** que Christian Chesnot et George Malbrunot ne sont pas détenus par la résistance, mais sous la responsabilité du Premier ministre du gouvernement de Collaboration, Iyad Allaoui. Deux jours, plus tard, les forces de la Coalition ont arrêté, hors de toute procédure judiciaire, [notre ami Abd El Jabar Al Kubaysi-<http://www.reseauvoltaire.net/article14818.html>] et l'ont placé au secret. Il était entré en contact avec les services spéciaux français pour les conduire au lieu de détention de nos confrères.

De son côté, le propagandiste Daniel Pipes déplore dans *The Age* que la réaction de la France à l'enlèvement de ses ressortissants n'ait pas été celle prévue. Les Français auraient dû, comme les Népalais, se venger en saccageant des mosquées. Au contraire, ils ont appelé à la rescousse leur associations musulmanes et ont battu le rappel de tout le monde arabe.

Dans le *New York Times*, Paul Wolfowitz prend la défense de son ami, Bambang Harymurti, directeur de publication du journal indonésien *Tempo*, actuellement poursuivi pour diffamation criminelle. Le n°2 du Pentagone, avec lequel nous nous trouvons enfin un point d'entente, s'indigne que, contrairement aux standards internationaux, on puisse qualifier la diffamation de crime et donc la punir de prison. Espérons que M. Wolfowitz se souviendra que c'est précisément pour avoir fermé un journal et fait arrêter ses rédacteurs



qu'il provoqua la récente insurrection dans le Sud de l'Irak et que, dans un moment de cohérence, il rétablira la liberté de la presse dans le pays qu'il occupe.

Alexander Zinchenko, vice-président du Parlement ukrainien, assure les lecteurs du *Moscow Times* que la candidature de Viktor Yushchenko à la présidence ukrainienne n'est pas dirigée contre la Russie. Il s'agirait simplement de voter pour la liberté contre la tyrannie et de renforcer les relations avec l'Union européenne en conservant des relations privilégiées avec la Russie. Au-delà de la langue de bois, cet exercice de style montre la difficulté d'énoncer une problématique Ouest-Est, au moment où la vraie alternative est entre une coalition maritime Londres-Washington-Camberra et une alliance continentale Madrid-Paris-Berlin-Moscou-Pékin.

Francis Fukuyama déplore dans le *Financial Times* que les erreurs commises en Irak aient transformé ce pays en un territoire chaotique comme l'Afghanistan des seigneurs de la guerre. La déconvenue est brutale pour le prophète du triomphe inéluctable du libéralisme et de la fin prévisible de l'Histoire. Pour arrêter ce retour en arrière, M. Fukuyama propose de rétablir l'ordre en Irak en divisant le pays en trois États distincts ; un plan que ne cessent de pousser les néo-conservateurs depuis une quinzaine d'années et qu'ils entendaient bien réaliser avec *Iraqi Freedom* à défaut de *Desert Storm*. L'auteur utilise donc un vieux procédé rhétorique qui lui permet de préconiser toujours la même solution, quelle que soit la situation.

L'ambassadeur Howard Leach fait preuve de la même persévérance. Il ne cesse de répéter que la France doit rester associée aux États-Unis et rebondit sur des éléments d'actualité pour argumenter sa position. Dans *Le Figaro*, il souligne que, depuis le 11 septembre et l'enlèvement de deux journalistes français, chacune des deux puissance est confrontée au terrorisme mondial et aucune ne peut espérer le vaincre seule. Mais à y bien réfléchir décide-t-on de l'appartenance à une alliance militaire sur la base de la revendication floue d'un double enlèvement ?

**Réseau Voltaire**

## Naomi Klein, Jeremy Scahill



Constitrice régulière du quotidien britannique *The Guardian* et du canadien *The Globe and Mail*, Naomi Klein est l'auteur de *No Logo* et de *Fences and Windows*.



Jeremy Scahill est journaliste pour la télévision et radio états-unienne *Democracy Now*.

## « Qui a pris Simona Torretta ? »

Source : The Guardian

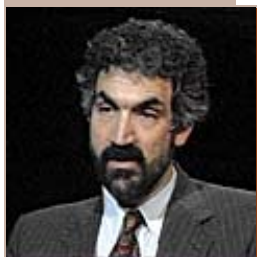
Référence : « Who seized Simona Torretta ? », par Jeremy Scahill et Naomi Klein, *The Guardian*, 16 septembre 2004.

Quand Simona Torretta est retournée à Bagdad en plein bombardements, ses amis irakiens lui ont dit qu'elle était folle et qu'elle devait retourner en Italie. Pourtant, elle est restée et elle a poursuivi son travail humanitaire, commencé en 1996 avec l'association anti-embargo « Un pont pour Bagdad ». Elle est encore restée quand les forces états-uniennes sont entrées dans Bagdad et quand les travailleurs humanitaires ont été visés.

Aujourd'hui, elle, une autre travailleuse humanitaire et deux Irakiens qui travaillaient avec elles, sont aux mains d'un groupe d'homme qui ne s'est pas manifesté depuis. Les partisans de la guerre utilisent cet enlèvement pour fustiger la naïveté des pacifistes ou de ceux qui soutiennent la résistance en Irak. Toutefois, un nombre croissant de dirigeants musulmans pense que cette attaque n'a pas été menée par des moudjahidines, mais par des agences de renseignement étrangères qui cherchent à discréditer la résistance irakienne. En effet, rien dans ce kidnapping ne ressemble aux autres enlèvements. Les victimes ont été enlevées à leur domicile, pas sur une route de façon opportuniste, elles étaient donc personnellement visées. Les assaillants n'ont pas cherché à cacher leurs visages, contrairement aux résistants irakiens. Un des assaillants se faisait appeler « sir » par les autres. On s'en est pris à trois femmes, dont une voilée, ce qui est une transgression grave pour des assaillants musulmans. Les 20 hommes ne semblaient pas craindre d'être pris, bien que le quartier soit très protégé. Les hommes avaient du matériel très sophistiqué et, d'après certains témoins, ils portaient les uniformes des gardes d'Iyad Allaoui. Tout cela fait donc ressembler l'enlèvement davantage à une opération de police secrète ou à une « disparition » d'opposant, comme à l'époque de Saddam Hussein. La presse italienne a également relevé que la veille de leur disparition les deux Italiennes avaient été voir un dirigeant sunnite important en déclarant qu'elles étaient effrayées et qu'on les avait menacées.

Ces informations ne sont pas reprises par les médias anglo-saxons car les journalistes craignent d'être accusés d'être des théoriciens de la conspiration, mais il faut noter la forte présence des agents de la CIA à Bagdad, le passé d'Allaoui et le fait que « Un pont vers Bagdad » est une organisation gênante. Tous les groupes musulmans ont demandé leur libération, mais on a pas entendu sur ce sujet la Maison-Blanche et le gouvernement Allaoui.

## Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

### « Frappe moi et je te frappe »

Source : The Age

Référence : « Hit me and I will hit back », par Daniel Pipes, *The Age*, 15 septembre 2004.

Deux prises d'otage ont eu lieu le même jour en Irak, le 19 août 2004, quand des jihadistes ont pris 12 Népalais et deux **journalistes français**. Toutefois, ces deux groupes d'otages n'ont pas été traités de la même façon et n'ont pas engendré les mêmes réactions.

Les 12 Népalais ont été assassinés par Ansar al Sunna et cela a provoqué une réaction violente des Népalais. Des jeunes s'en sont pris à des mosquées et des manifestations ont été organisées avec des slogans contre l'islam et appelant à punir les musulmans. Des ambassades de pays musulmans et des compagnies aériennes de ces pays ont été attaquées par des émeutiers et il a fallu une intervention de la police pour que tout cesse. Il y a eu deux morts et cinquante blessés.

La réponse française n'aurait pas pu être plus différente. Les deux journalistes sont toujours en captivité et Paris demande aux organisations musulmanes de condamner la prise d'otage pour faire plier les ravisseurs. Dans ce processus, des associations musulmanes sont devenues des substituts du ministère des Affaires étrangères français. Paris a rappelé ses années d'apaisement vis-à-vis du monde arabe et a même été chercher le soutien de groupes comme le **Hamas** ou le Jihad islamique.

Si les otages français sont libérés, cela aura semblé porté ces fruits, mais en se comportant comme un *dhimmi*, un pays non-musulman sous souveraineté musulmane, la France a rendu le risque d'attaque plus grand, alors que la riposte népalaise a rendu les attaques contre ce pays moins probable.

## Paul Wolfowitz



Ancien ambassadeur en Indonésie à l'époque des massacres au Timor, Paul Wolfowitz (Le roi de pique du régime Bush) est vice secrétaire à la Défense

### « La première ébauche de liberté »

Source : New York Times

Référence : « The First Draft of Freedom », par Paul Wolfowitz, *New York Times*, 16 septembre 2004.

Le procès d'un journaliste courageux actuellement en Indonésie a des implications bien plus larges que la cour de Jakarta. Quand ce texte paraîtra, la Cour du district central de Jakarta aura normalement rendu son jugement concernant Bambang Harymurti, le rédacteur en chef du journal *Tempo*, et deux de ses collègues. Je souhaite qu'ils soient acquittés à l'issue de ce procès qui n'aurait pas dû avoir lieu.

Il est accusé de « diffamation criminelle » après avoir publié des accusations

états-unien et auteur de la doctrine des frappes préventives. Il a été membre du Project for the New American Century et ancien administrateur du Washington Institute for Near East Policy.

concernant un incendie suspect qui aurait arrangé l'homme d'affaire Tomy Winata pour installer un centre commercial sur le terrain détruit. M. Winata a porté plainte pour diffamation, mais, chose inhabituelle, le gouvernement indonésien l'a inculpé pour « diffamation criminelle » en se basant sur une loi de l'époque coloniale hollandaise. Le procureur a demandé deux ans de prison et son arrestation immédiate, comme s'il était un dangereux criminel. Je connais M. Bambang depuis 20 ans, depuis l'époque où j'étais ambassadeur en Indonésie. C'est un bon journaliste et un musulman condamnant l'extrémisme. Ma préoccupation va cependant au-delà de ce cas particulier. Le monde doit se mobiliser en faveur de la démocratie dans le plus grand pays musulman du monde car cela offrirait un exemple pour tous. L'Indonésie organise déjà des élections justes, mais le vrai test de la démocratie sera la protection des droits de ses citoyens. Il faut lutter contre les abus de pouvoirs et pour cela, il faut défendre les Droits de la presse.

## Alexander Zinchenko

Alexander Zinchenko est vice-président du Parlement ukrainien et président de la campagne présidentielle de Viktor Yushchenko.

### « L'Ukraine de Yushchenko et les relations russes »

Source : Moscow Times

Référence : « Yushchenko's Ukraine and Russian Relations », par Alexander Zinchenko, *Moscow Times*, 16 septembre 2004.

Alors que les élections en Ukraine vont avoir lieu dans moins de deux mois, il est important pour les responsables russes de regarder avec un œil objectif les politiques et les programmes proposés par le favori de cette élection, **Viktor Yushchenko**.

77 % des Ukrainiens estiment que leur pays ne va pas dans la bonne direction. La pauvreté touche des millions de personnes. La corruption est généralisée. Les journalistes disant la vérité sont menacés ou assassinés. Les entreprises qui soutiennent les candidats démocrates sont attaqués. Le justiciable moyen ne peut pas compter sur un procès équitable. En dépit de la rhétorique de Leonid Kuchma, les Ukrainiens veulent le changement ; ils veulent se rapprocher de l'Europe où ils ont leurs racines, tout en conservant leurs liens avec la Russie. Le choix de cet automne pour les Ukrainiens est clair : la démocratie avec Yushchenko ou l'autocratie.

Pour éviter de laisser ce choix aux Ukrainiens, le régime de Kuchma utilise la fraude et l'intimidation pour soutenir Victor Yanukovych, le Premier ministre. La période préélectorale a montré que l'élection ne serait pas sincère. Kuchma et Yanukovych utilisent les médias d'État pour affirmer que la bataille sera celle de l'Est contre l'Ouest, tentant de capitaliser sur la côte de sympathie de **Vladimir Poutine** en Ukraine. Ils présentent Yushchenko comme anti-russe alors qu'au contraire, il veut stabiliser les relations entre Kiev et Moscou, comme il l'avait fait quand il était Premier ministre.

## Francis Fukuyama



Francis Fukuyama est professeur d'économie politique internationale à la School of Advanced International Studies de la Johns Hopkins University. Il est l'auteur de *La fin de l'histoire* et, plus récemment, de *Our Posthuman Future*. IL est administrateur de la National Endowment for Democracy et ancien administrateur de la Rand Corporation. Il a été expert au département d'État.

## « Le prochain président de l'Amérique devra repenser l'Irak »

Source : Financial Times

Référence : « America's next president will need to rethink Iraq », par Francis Fukuyama, *Financial Times*, 14 septembre 2004.

Une des spécificités de la campagne présidentielle de cette année a été l'absence de débat sérieux entre **George W. Bush** et **John Kerry** sur l'Irak jusqu'à il y a peu. M. Kerry ayant été distancé dans les sondages, il a commencé à s'en prendre à M. Bush concernant l'insurrection en Irak et il a affirmé que s'il était élu les États-Unis ne resteraient pas plus de quatre ans dans le pays. Donner une date butoir est un mauvais signal envoyé à nos alliés et à nos ennemis, tout comme l'est la proposition d'internationaliser les forces en Irak.

Il faut cependant admettre que l'administration Bush a échoué, mais le débat électoral doit porter sur les solutions pour les États-Unis, pas sur les reproches. Tous ceux qui pensent que le plan initial pour rendre sa souveraineté à l'Irak va fonctionner vivent dans un monde imaginaire. Le premier problème est celui de la sécurité. **Iyad Allaoui** fait face à une double insurrection à Nadjaf et à Faloudja et ne contrôle plus cette dernière ville qui est devenue un refuge pour les terroristes. Ainsi, en envahissant l'Irak et en gérant mal l'après-guerre, les États-Unis ont recréé ce qu'ils avaient détruit en Afghanistan. Autre problème, tout aussi grave : l'État ne dispose pas du monopole de la violence légitime. Les partis gardent leurs milices et il n'arrive pas à recruter des troupes qui pourraient pousser les partis à cesser de se protéger avec les milices. Si, compte tenu de la situation, les élections sont repoussées, le prochain président des États-Unis devra faire face à un choix critique : continuer à chercher un État irakien centralisé ou bien partager le pouvoir avec les Kurdes et les chiïtes. Les plans de séparation de l'Irak sont mauvais, mais, sans parler d'indépendance, on peut envisager une large autonomie pour les parties kurdes et chiïtes. C'est une solution qui soulève des problèmes dans les zones où les populations sont mélangées et qui nécessite d'abandonner un Irak centralisé, mais cela renforcera les forces modérées.

La priorité est la destruction du nouvel Afghanistan qui s'est formé en Irak à cause d'une mauvaise politique.

## Howard H. Leach



Howard H. Leach est ambassadeur des États-Unis en France. Magnat de l'industrie agro-alimentaire, il fut l'un des 100 principaux donateurs des campagnes de Bush père et Bush fils et trésorier national du Parti républicain.

## « Se souvenir et avancer ensemble »

Source : Le Figaro

Référence : « Se souvenir et avancer ensemble », par Howard Leach, *Le Figaro*, 16 septembre 2004.

Il y a trois ans aux États-Unis, le monde a été témoin de la plus gigantesque action terroriste coordonnée qu'on n'ait jamais vue. Ce choc a secoué le monde entier, tué des personnes de 90 pays différents et changé pour toujours le paysage de la sécurité internationale. Ces attentats visaient la civilisation, la liberté et la démocratie où qu'elles se trouvent. Depuis cette date, les attentats se sont poursuivis partout dans le monde, démontrant le caractère planétaire du phénomène. **L'enlèvement des journalistes français, Christian Chesnot et George Malbrunot** vient confirmer qu'il n'est guère de pays qui ne soit la cible d'actions terroristes.

Nous partageons la peine et l'angoisse des familles et des proches qui ont été touchés par ce type d'actes particulièrement odieux. À la suite des attentats du 11 septembre, il y a eu en France un grand mouvement de solidarité et de sympathie pour l'Amérique, une volonté largement exprimée de partager sa douleur. À l'ambassade des États-Unis à Paris, nous avons vu arriver de très nombreuses marques de sympathie. Depuis le 11 septembre 2001, la priorité absolue de notre nation est de lutter contre le terrorisme mondial et de trouver les moyens de le vaincre. Dans ce domaine, il existe une excellente coopération entre la France et les États-Unis.

Depuis le 11 septembre, les réseaux terroristes ont clairement montré qu'ils en veulent à la civilisation et à la liberté partout dans le monde. Les attentats meurtriers qu'ils ont lancés de manière gratuite contre des civils innocents ont eu lieu dans plus d'une dizaine de pays. Le terrorisme cherche à détruire notre mode de vie même et à réprimer les libertés individuelles qui sont les nôtres dans le monde moderne. Qu'il s'agisse des transports ou d'activités contre-terroristes, la communauté internationale doit coordonner et unir ses efforts avec la détermination de vaincre le terrorisme, de restaurer la paix et la sécurité et de défendre nos libertés. L'association de la France et des États-Unis est essentielle dans ce combat.

# Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .